Le Conseil,

Vu le rapport du 20 novembre 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le personnel agent d'entretien de la direction de la propreté a été doté, en 1991, d'un chariot de propreté pour réaliser le stockage des outils utilisés lors du travail de nettoyage des trottoirs et des caniveaux ainsi que des déchets de voirie.

Le passage à la collecte sélective des déchets, les difficultés identifiées de mise en oeuvre (centre-ville, rue en pente, mobilier urbain,) et les analyses des accidents du travail de ces dernières années ont amené la direction de la propreté à réaliser un projet innovant de transformation du chariot actuel.

En effet, il n'existe pas sur le marché de matériel compact, maniable, supportant l'ensemble des outils nécessaires à cette activité de travail et permettant une collecte sélective des déchets de voirie.

Un prototype a été réalisé par les agents de la direction de la propreté.

Ce chariot porte-sac est un système complexe assurant une compacité adaptée à l'espace public urbain.

Il est aussi de nature à optimiser le travail de l'agent, à diminuer le nombre d'accidents, à faciliter son propre usage et à assurer la collecte sélective des déchets de voirie ;

B - Propose de l'autoriser, d'une part, à effectuer une demande de dépôt de brevet du chariot porte-sac auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, d'autre part, à accomplir tous les actes y afférents, enfin de fixer l'imputation de la dépense ;

C - Précise que ce brevet pourra faire l'objet ultérieurement d'une convention de licence d'exploitation auprès des entrepreneurs ;

Vu le présent dossier ;

Où l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à :

a) - effectuer une demande de dépôt de brevet du chariot porte-sac auprès de l'Institut national de la propriété industrielle,

b) - accomplir tous les actes y afférents.

2° - Décide que ce brevet pourra faire l'objet ultérieurement d'une convention de licence d'exploitation auprès des entrepreneurs.

3° - La dépense correspondante, estimée à 25 000 F HT, sera prélevée sur le budget de la Communauté (crédits mis à la disposition du service juridique et contentieux) - exercice comptable 1996 - section de fonctionnement - sous-chapitre 934-2 - article 662-91.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,